



HAUSSE DU COÛT DES ALIMENTS DANS LES ÉLEVAGES BOVINS VIANDE

IMPACT ET STRATEGIES ENVISAGÉES EN 2008
PAR LES ÉLEVÉURS DES RÉSEAUX D'ÉLEVAGE



FRANCE ENTIÈRE



L'enquête annuelle auprès des éleveurs des Réseaux d'Élevage

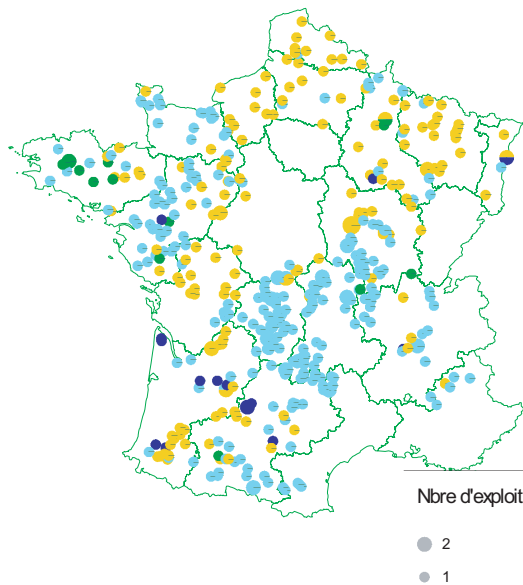
La rénovation du dispositif des Réseaux d'élevage réalisée pour la période 2007-2013 vise à renforcer la capacité de production et de diffusion des Réseaux à l'échelon national, ainsi que leur réactivité face aux questions d'actualité. Outre son utilisation pour les études et l'aide à la décision, il constitue un support essentiel pour le conseil en élevage. Au-delà de la synthèse annuelle des résultats des élevages, de nouvelles valorisations vont être produites dont la réalisation d'une enquête annuelle.

La nature de cette enquête complémentaire est déterminée chaque année par les groupes de coordination nationale de chacune des filières, après concertation avec les équipes régionales et validation auprès des instances nationales. Elle peut s'appuyer soit sur une approche quantitative avec un enrichissement ponctuel des données saisies et remontées dans la base nationale des suivis d'élevage, soit sur une approche qualitative sur un thème développé lors d'entretiens avec les éleveurs suivis.

Pour cette première enquête, c'est un thème d'actualité qui a été choisi : "Les adaptations des élevages Bovins Viande face à la hausse du prix des céréales et des aliments : stratégies mises en place à court et moyen terme".

Les 450 éleveurs du Socle National Bovins Viande ont été interrogés, entre avril et septembre 2008, sur la base d'un questionnaire construit essentiellement de questions fermées mais prenant aussi toujours en compte les compléments sous forme d'expressions libres des éleveurs.

Exploitations du Socle National bovins viande



Nota bene

Dans le cadre de l'analyse des résultats de l'enquête, les exploitations "Polyculteurs avec bovins viande", "Bovins viande + hors-sol", "Bovins viande + cultures spéciales" ont été regroupées sous l'appellation "diversifiées" en opposition aux exploitations "spécialisées" en bovins viande.

Systèmes

- Spécialisés BV
- Polyculteurs avec BV
- Bovins viande + hors-sol
- Bovins viande + cultures spéciales

> SOMMAIRE

Le coût alimentaire progresse de 35% en deux ans	3
L'autonomie alimentaire : une question pour tous les éleveurs	4
Le prix de la viande avant tout, mais aussi le coût de production, déterminent les choix d'évolution à moyen terme	4
L'impact de la hausse des céréales et des aliments	5
Des éleveurs prudents face à des conjonctures instables	6
Les leviers d'adaptation mobilisés par les éleveurs	6
Plus de cultures, voire un repli de la production de viande	7
Un retour en force de la recherche de l'autonomie	8
Des stratégies d'optimisation plus que d'évolution de système	10
L'espoir que le marché permettra de compenser la hausse des charges	10

La filière viande bovine vit depuis 2007, un changement de contexte économique susceptible d'orienter durablement son avenir et sa rentabilité. Comme les autres filières d'élevage, elle est soumise à la hausse tendancielle des coûts de production avec l'augmentation des prix des intrants alimentaires et de l'énergie. Cette perte de compétitivité arrive au moment même où la viande bovine est bousculée au niveau des prix et où les systèmes sont plus sensibles au plan économique.

Afin de bien comprendre l'impact de cette nouvelle conjoncture sur les élevages bovins viande et les mesures envisagées en conséquence, les Réseaux d'Élevage de l'Institut de l'Élevage et des Chambres d'agriculture ont dirigé leur première enquête annuelle sur cette problématique. Nos objectifs étaient d'identifier les adaptations mises en place par les éleveurs dès la campagne 2007-2008 et leurs stratégies pour le moyen terme, ce qui nous permet ainsi de caractériser leurs besoins d'accompagnement technique.

Contraints par l'inertie de l'atelier allaitant et adoptant une attitude prudente vis-à-vis de conjonctures instables, les éleveurs ont cependant réfléchi aux leviers mobilisables pour faire face à la flambée des prix des productions végétales et un certain nombre d'entre eux ont fait preuve de réactivité avec la mise en œuvre de solutions dès la fin de l'année 2007. Si dans certains cas, les adaptations envisagées par les éleveurs passent par des modifications structurelles (agrandissement, modification de l'équilibre des productions), elles portent le plus souvent sur des optimisations de système. La recherche de l'autonomie ressort comme le moteur principal à toute réflexion, autonomie qui ne se limite pas aux céréales mais se raisonne sur l'ensemble des composantes de l'atelier : meilleure valorisation de l'herbe, sécurisation du système fourrager, recherche de nouvelles cultures pour faire face aux besoins énergétiques du troupeau, conduite alimentaire plus économe...

RAPPEL DU CONTEXTE DE L'ENQUÊTE

Le coût alimentaire progresse de 35% en deux ans

Pour la deuxième année consécutive, les éleveurs de viande bovine doivent faire face à la hausse du prix des aliments. La hausse des prix des céréales en 2007, puis la raréfaction des disponibilités en soja ont contribué à l'augmentation des coûts d'approvisionnement. En 2008, le prix des aliments augmente encore de 21% par rapport à 2007, combinant la forte hausse du prix du soja (+27%), celle plus modérée (+18%) des aliments complémentaires et un prix des céréales en repli depuis la dernière récolte. Au final, évalué sur une base nationale de 22 cas types bovins viande et en conjoncture 2008, le poste des aliments achetés progresse, selon les systèmes de production, de +10 à +25% par rapport à 2007 soit de +6 € à +31 € par UGB et de +5 à +17 centimes d'euros par kg vif produit. Depuis 2006 et sur 2 ans, le coût alimentaire augmente de 35%.

Graphique 1 : Evolution des principaux indices du poste "Aliments achetés" - Filière bovins viande (oct 2008)

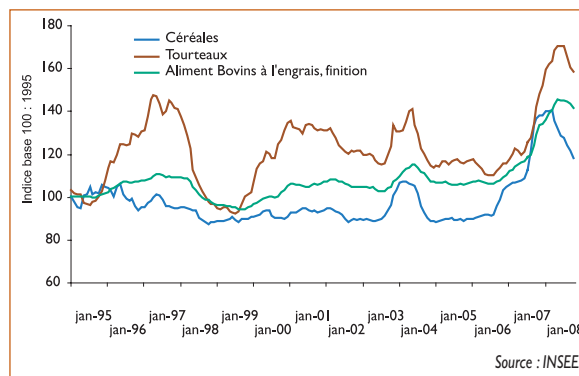


Tableau 1 : Evolution du poste aliment entre 2006 et 2007 sur 254 élevages (échantillon constant)

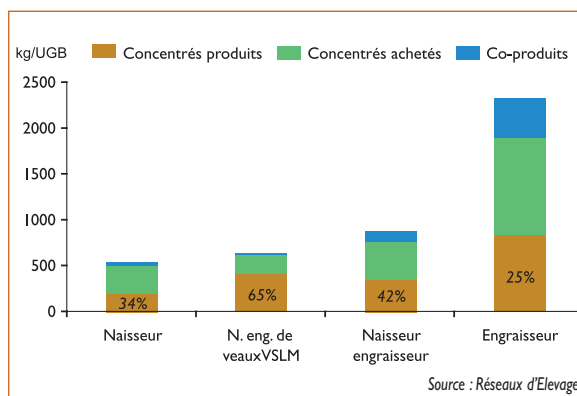
	Naisseur	Naisseur engraisseur	Engraisseur de JB	Veaux sous la mère	Ensemble
Nombre d'élevages	144	93	8	9	254
Evolution de la quantité de concentrés par UGB	-2%	+1%	-2%	+3%	-1%
Evolution du coût des aliments par kg vif	+3%	+13%	+19%	+21%	+8%
Evolution du coût des aliments (€ par UGB)	+3 €	+19 €	+37 €	+23 €	+10 €

Les résultats des suivis de fermes de référence illustrent cet impact pour la campagne 2007 avec une hausse d'environ +8% du coût des aliments et +10 € par UGB par rapport à l'année précédente. Les exploitations qui consomment des concentrés dans le cadre de la finition des bovins sont les plus touchés. Mais d'une manière générale, peu d'éleveurs avaient eu le temps de s'adapter et les quantités de concentrés consommées par UGB sont restées stables en 2007.

L'autonomie alimentaire : une question pour tous les éleveurs

Si la quasi totalité des élevages est autonome en ce qui concerne les fourrages, il n'en est pas de même pour l'approvisionnement en concentrés. En effet, selon les résultats des fermes des Réseaux d'élevage, les systèmes naisseurs achètent en moyenne les deux tiers de leurs concentrés et les naisseurs-engraisseurs, 58%. Enfin, les élevages engraisseurs qui consomment de 4 à 5 fois plus de concentrés dont une part significative de co-produit (pulpe déshydratée...), n'en produisent que 25%. Concernant les céréales, 85% des élevages produisent des céréales et assurent ainsi l'essentiel des besoins énergétiques des animaux, les 15% restants sont principalement des élevages de montagne. Le besoin en protéines n'est généralement pas couvert et seulement 40% des élevages se disent autonomes. Il s'agit surtout d'éleveurs plutôt naisseurs et herbagers dont le régime alimentaire ne nécessite pas de complémentation azotée et de quelques polyculteurs-éleveurs qui peuvent inclure des cultures à base de pois ou féverole dans leur assolement.

Graphique 2 : Quantités de concentrés consommés en 2007 dans les élevages et part des concentrés produits



RESULTATS DE L'ENQUÊTE

Le questionnaire qualitatif a permis de préciser la perception que les éleveurs avaient de l'évolution de leurs coûts alimentaires et de pointer les possibilités d'adaptations dont

ils disposent par rapport aux contraintes de leur structure et au fonctionnement de leur atelier.

Le prix de la viande avant tout, mais aussi le coût de production, déterminent les choix d'évolution à moyen terme

Nous avons demandé aux éleveurs de hiérarchiser les éléments qui détermineront leur stratégie globale d'évolution à l'horizon de 5 à 10 ans. L'évolution du prix de la viande est citée en premier par presque la moitié des éleveurs (45%), puis vient en deuxième le coût de production. Ces deux facteurs conditionnent l'évolution de la marge de l'atelier et par voie de conséquence, le revenu. Or, si l'éleveur subit assez largement l'évolution du prix de la viande, il peut agir en revanche sur la réduction des coûts de production en recherchant des pratiques et des équilibres de fonctionnement plus

économiques, voire plus performants. La problématique du travail et de la main-d'œuvre arrive en troisième position dans les éléments qui déterminent l'évolution des élevages. Celle-ci est alors envisagée face à une modification à venir de la structure de l'exploitation, comme la baisse de disponibilité en main-d'œuvre suite à un départ en retraite, l'agrandissement qui nécessite un gain de productivité du travail, la faible motivation pour l'élevage de la jeune génération, ou encore la réorganisation du travail suite à des problèmes de santé.

Tableau 2 : Éléments déterminant la stratégie globale d'évolution des exploitations à l'horizon de 5 à 10 ans

Liste de déterminants	% du total des réponses	% de réponses en 1er choix	% de réponses en 2ème choix	% de réponses en 3ème choix
Le prix de la viande bovine	30%	45%	23%	16%
Les coûts de production	22%	14%	29%	25%
Les conditions de travail et la main-d'oeuvre disponible	18%	17%	14%	23%
Le prix des cultures de vente	11%	6%	17%	9%
Le découplage de la PMTVA	8%	4%	10%	12%
Le niveau des DPU	4%	1%	3%	10%
Autre (agrandissement, crises sanitaires, possibilité de reprise ...)	7%	12%	4%	5%

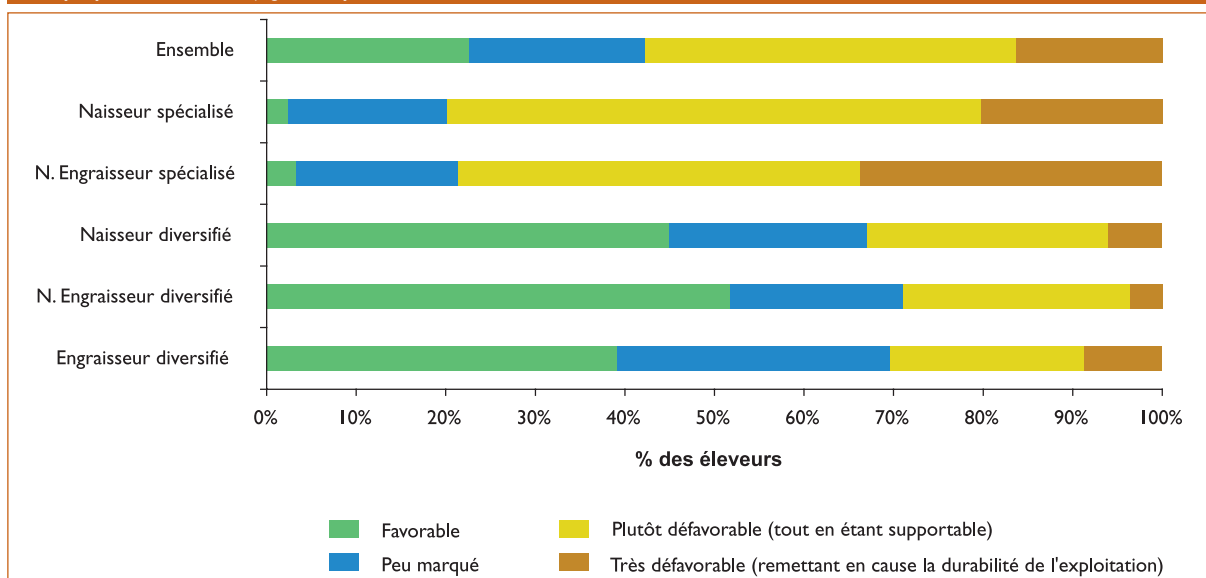
L'impact de la hausse des céréales et des aliments : défavorable au revenu, insupportable pour la marge de l'atelier

Aliments, carburant et engrais sont les 3 postes de charge que les éleveurs citent en priorité comme ayant le plus augmenté.

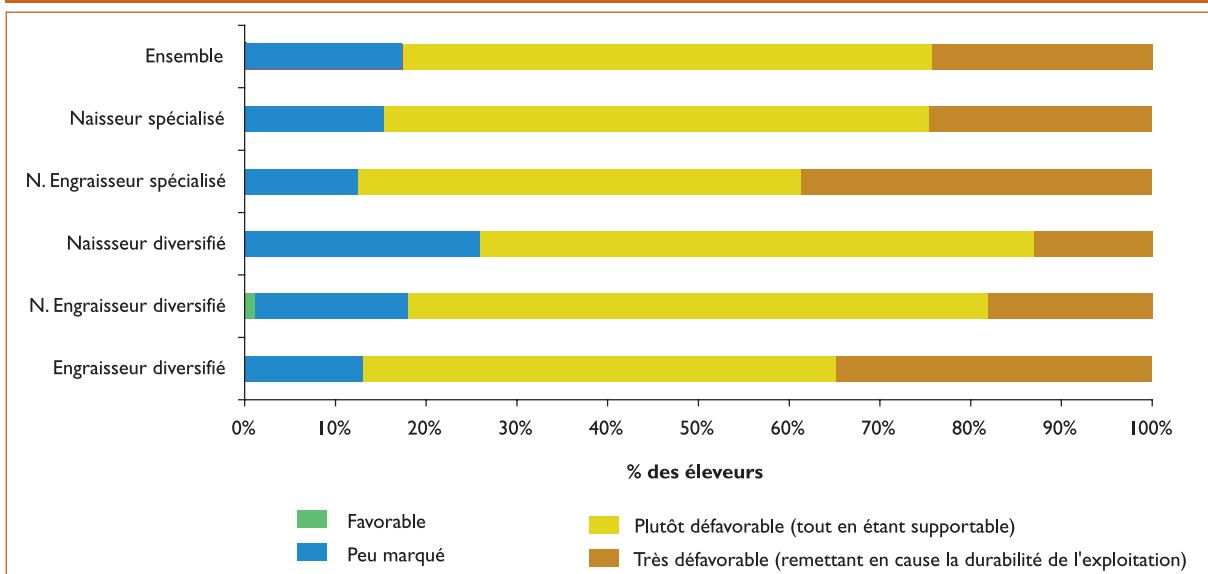
Ils ressentent différemment l'impact de la hausse des prix des céréales et des aliments sur leur revenu, selon qu'ils sont en système spécialisé ou diversifié (système combinant à l'atelier viande un autre atelier d'importance comme des cultures de vente, un élevage hors sol, des cultures pérennes...) ou qu'ils

sont naisseurs ou naisseurs-engraisseurs. En revanche, l'impact de la hausse des prix est clairement jugé défavorable sur la marge de l'atelier bovins viande, voire très défavorable pour un quart des éleveurs. Cette perception est d'autant plus forte en raison du prix de la viande en déclin et de la présence de la FCO.

Graphique 3 : Les éleveurs jugent l'impact de la hausse des céréales et des aliments sur leur revenu



Graphique 4 : Les éleveurs jugent l'impact de la hausse des céréales et des aliments sur la marge de l'atelier bovins viande



Des éleveurs prudents face à des conjonctures instables

Plus de la moitié des éleveurs interrogés indiquent n'avoir réalisé, dès la campagne 2007/2008, aucun changement sur leur exploitation face à la hausse des prix des aliments. En revanche, dans l'hypothèse d'un maintien de la conjoncture 2007 durant plusieurs années, ils ne sont plus qu'un éleveur sur quatre à ne pas envisager de modification de système.

La grande majorité d'entre eux mettent en avant la cohérence du système actuel ou l'inertie de l'atelier allaitant par rapport à d'autres productions (longueur des cycles de production, capitalisation lente et lourde). Les éleveurs jouent donc la prudence avant tout et savent que les phases de transition lors de changements de système sont coûteuses, ce qui en réduit l'intérêt économique. Apparaissent ensuite des freins liés au

Tableau 3 : Principaux freins à la mise en place d'adaptation en 2007/2008 cités par les éleveurs

Prudence	25%
Intérêt économique jugé insuffisant	20%
Potentiel des surfaces	15%
Charge de travail	12%
Accès au foncier	9%

contexte structurel des exploitations (potentiel des surfaces, main-d'oeuvre, accès au foncier).

Les leviers d'adaptation mobilisés par les éleveurs

Les éleveurs ont cependant réfléchi aux leviers mobilisables pour faire face à la flambée des prix des productions végétales et un certain nombre d'entre eux ont fait preuve de réactivité avec la mise en œuvre de solutions dès la fin de l'année 2007. Logiquement, les éleveurs qui ressentent un impact économique défavorable sur le revenu global de leur exploitation sont les plus rapides et les plus nombreux à mettre en place des adaptations, à court ou moyen terme.

A court terme, ces adaptations portent essentiellement sur des modifications de conduite des animaux et dans une moindre mesure, sur un nouvel équilibre des productions. A plus long terme, la conduite alimentaire des animaux reste un levier envisagé par les éleveurs mais considérant que cette conjoncture va rompre les intérêts économiques, ils sont alors plus d'un sur cinq à envisager une modification de l'équilibre de leurs productions. Enfin, l'agrandissement est cité par 13% des producteurs comme un facteur qui permettra de s'adapter à ce nouveau contexte.



Tableau 4 : Modifications de système mises en place dès 2007-2008, selon l'impact ressenti sur le revenu

	% du total des réponses	Réponses des éleveurs selon l'impact qu'ils ont ressenti sur leur revenu	
		Favorable ou peu marqué	Défavorable
Aucune	59%	68%	52%
Conduite alimentaire des animaux	15%	11%	18%
Equilibre des productions (culture/élevage/H.sol)	9%	9%	9%
Orientation des productions BV (engraissement, ...)	5%	4%	6%
Agrandissement	5%	3%	7%
Intensification fourragère	3%	2%	4%
Autres	4%	3%	4%

Tableau 5 : Modifications de système envisagées sur les 5 prochaines années, selon l'impact ressenti sur le revenu

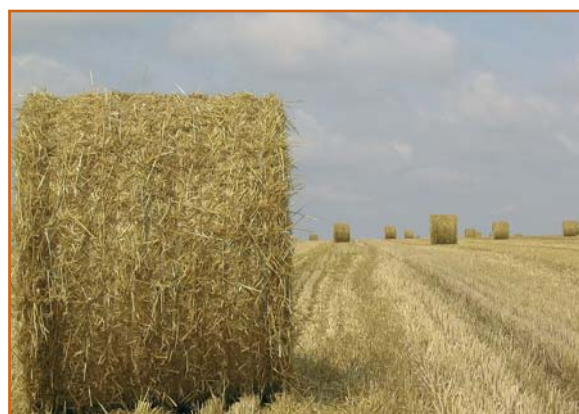
	% du total des réponses	Réponses des éleveurs selon l'impact qu'ils ont ressenti sur leur revenu	
		Favorable ou peu marqué	Défavorable
Aucune	28%	39%	19%
Equilibre des productions (culture/élevage/hors-sol)	23%	19%	25%
Conduite alimentaire des animaux	15%	11%	17%
Agrandissement	13%	12%	15%
Orientation des productions bovins viande (engraissement, ...)	8%	7%	8%
Intensification fourragère	5%	4%	5%
Autres	9%	8%	10%

Plus de cultures, voire un repli de la production de viande

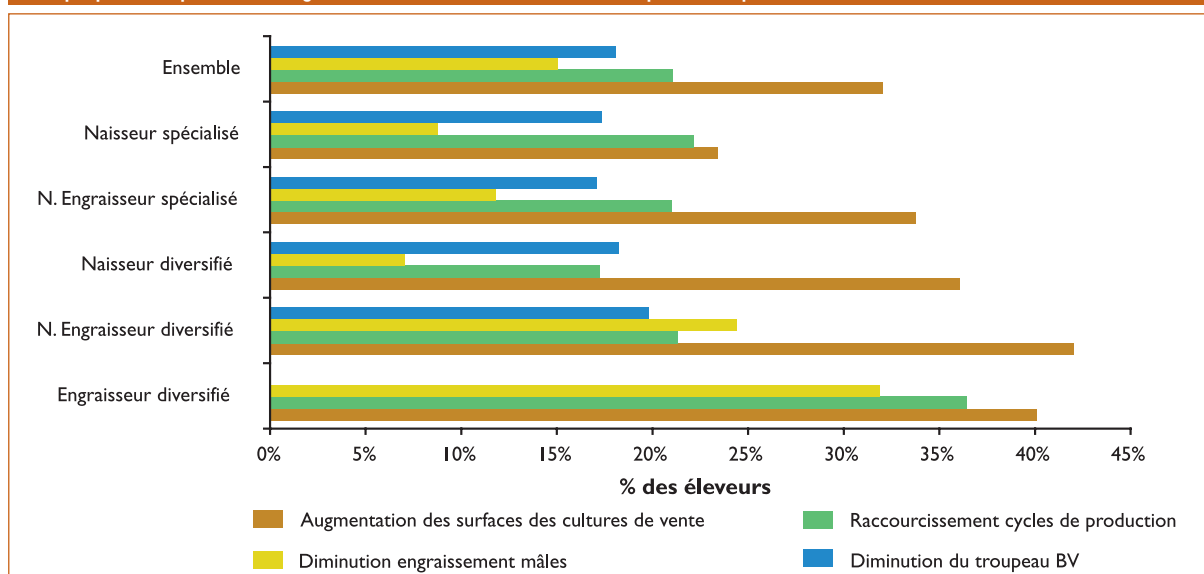
Pour un tiers des éleveurs enquêtés, et dans l'hypothèse du maintien d'une conjoncture de prix haute sur les céréales à l'horizon des 5 prochaines années, la modification de l'équilibre de leur système de production à moyen terme passe par une augmentation des surfaces en cultures de vente. Cette évolution vers les cultures est même envisagée par 40% des engraisseurs et des naisseur-engraisseurs de jeunes bovins ou de bœufs diversifiés.

L'augmentation des surfaces en cultures de vente reposera surtout sur des perspectives d'agrandissement. Mais certains envisagent également la diminution de la surface nécessaire à l'alimentation du troupeau, avec un raccourcissement des cycles de production des mâles, voire l'arrêt de l'engraissement des mâles. 20% des éleveurs envisagent de diminuer la taille du troupeau allaitant, alors qu'ils sont peu (6%) à envisager de diminuer l'engraissement des génisses ou

des vaches de réforme dans ce contexte : la voie femelle, avec ses prix plus stables et une part d'alimentation en concentrés plus faible sur des cycles longs, serait donc la dernière à être remise en cause.



Graphique 5 : Adaptations envisagées dans les 5 ans à venir concernant l'équilibre des productions



Un retour en force de la recherche de l'autonomie

Face à l'envolée des prix des intrants mais contraints par l'inertie de leur système et de leur structure, les éleveurs veulent revenir aux fondamentaux techniques pour exploiter au mieux les ressources de l'exploitation et gagner en autonomie.

> Maximiser la production et la valorisation de l'herbe

18% des éleveurs pensent augmenter leur SFP dans les 5 ans à venir, essentiellement sous forme de surfaces en herbe. Cette attitude est plus fréquente chez les naisseurs. L'agrandissement via la reprise de surfaces est toujours en toile de fond : c'est une voie majeure d'adaptation à une conjoncture économique difficile. Mais ce que recherchent les éleveurs c'est avant tout une herbe mieux gérée et mieux utilisée.

Maximiser la production d'herbe, c'est d'abord améliorer la conduite des prairies avec :

- le renouvellement plus rapide des prairies, cité par 20% des éleveurs et qui intéresse encore davantage les spécialisés,
- la modification des espèces prairiales implantées, envisagée par plus d'un quart des éleveurs, avec une préférence pour les mélanges graminées-légumineuses,

L'intensification fourragère par l'augmentation de la fertilisation est envisagée par peu d'éleveurs (moins d'un éleveur sur dix) sans doute en raison de la hausse du prix des

engrais. Ils leur préfèrent la meilleure valorisation des fumiers.

Pour assurer l'autonomie fourragère, 20% des éleveurs veulent augmenter leurs surfaces en herbe récoltées : plus de foin, mais surtout plus d'enrubannage pour sécuriser le système de façon plus souple et améliorer la qualité du fourrage.

Face à l'augmentation des prix des aliments, l'herbe gagne de la place dans les rations : 60% des naisseurs et la moitié des naisseur-engraisseurs souhaitent augmenter la part de l'herbe dans les rations du troupeau de mères et du renouvellement. L'amélioration de la gestion de l'herbe doit aussi servir à réduire le niveau de complémentation des brouards pour 40% des naisseurs.

Enfin, l'optimisation du pâturage est mise en avant par la moitié des éleveurs : mieux entretenir les pâtures, déprimer davantage et mieux gérer le chargement au printemps ou encore allonger la période de pâturage.

> Revoir la conduite alimentaire

La conduite alimentaire du troupeau, plus facile à modifier, reste la première variable d'ajustement des systèmes allaitants : pour contrer l'envolée des prix des aliments, des adaptations ont été mises en place dès la campagne 2008, notamment dans les systèmes les moins autonomes. Plus d'un tiers des éleveurs a augmenté la place de l'herbe dans les rations du troupeau. D'autres pratiques comme la diminution de la complémentation (sans pour autant l'arrêter) des brouards et des génisses de renouvellement, le rationnement des mères et la recherche de nouveaux aliments moins chers, ont été adoptées pour enrayer la hausse des coûts de l'alimentation.

A plus long terme, la chasse au "gaspi" s'organise, surtout chez les naisseurs spécialisés : moins de complémentation du troupeau allaitant dans son ensemble et plus de rationnement pour les vaches et les génisses de renouvellement, avec le souci

d'ajustement des rations à travers la constitution de lots homogènes.

En revanche, pour les animaux à l'engraissement, les éleveurs n'envisagent pas de rationner l'alimentation, ni de diminuer la densité énergétique des rations. Pour un tiers d'entre eux, les voies d'adaptation passent par le recours à de nouveaux aliments moins chers que ceux classiquement utilisés : les coproduits (les tourteaux gras, les drêches, d'autres coproduits ou sous-produits), les mélanges fermiers à partir d'aliments produits sur l'exploitation ou d'aliments simples achetés. Les éleveurs qui engraisent à base de rations sèches sont peu nombreux (moins de 10%) à envisager un retour vers une ration à base d'ensilage, sans doute essentiellement pour des raisons de travail et de la cohérence globale du système.

Tableau 6 : Modifications de conduites alimentaires mises en place dès 2007/2008

	% de réponses sur l'ensemble des éleveurs
Diminution de la complémentation des brouards et génisses de renouvellement	11%
Rationnement des vaches	13%
Recherche d'aliments moins chers	17%

> Produire le maximum des besoins énergétiques du troupeau

42% des éleveurs non autonomes en céréales envisagent d'augmenter leurs surfaces autoconsommées dans les 5 ans à venir. Ce sont essentiellement des élevages spécialisés qui cultivent déjà des céréales et qui sont très sensibles à la hausse du prix des concentrés.

Pour les exploitations des zones plus favorables aux cultures, c'est la mise en place de nouvelles productions qui est mise en

avant, notamment le méteil, régulièrement cité. Sa souplesse d'utilisation permet de produire un concentré supplémentaire en année fourragère favorable mais aussi de compléter les stocks fourragers sous forme d'enrubanné en cas de déficit.

Enfin, l'intensification est également évoquée, à travers les intercultures et la mise en place de cultures dérobées (colza fourrager ou ray-grass italien).

> Produire ses protéines, une voie plus difficile

Aux dires des éleveurs enquêtés, l'autonomie en protéines n'est pas une voie recherchée. 72% d'entre eux achètent du complémentaire protéique et seulement 1 éleveur sur 10 envisage le développement des protéagineux. Cela entraînerait des modifications importantes de leur assolement ou de leur

production fourragère. Par contre, les associations graminées-légumineuses sont souvent citées comme un bon moyen d'être plus autonome en protéine avec un fourrage plus riche en azote. Par ailleurs, la mise en place de luzerne est envisagée dans les zones adaptées à son développement.

> Un ajustement de l'atelier viande au potentiel de l'exploitation

27% des élevages non autonomes en céréales envisagent de modifier leur conduite d'élevage pour produire des animaux plus jeunes (génisses ou jeunes bovins) et alléger les poids de vente des gros bovins. Chez les engraisseurs, 36% sont sensibles à un raccourcissement des cycles de production : il est d'autant plus envisageable que la part du coût alimentaire dans le coût de production devient prépondérante avec la baisse du prix des broutards.

28% des éleveurs qui jugent la conjoncture céréales très défavorable sur leur revenu envisagent la diminution de leur troupeau bovins viande. Il s'agirait alors d'une désintensification ou d'un recalage avec un chargement compatible avec l'autonomie accessible à partir des seules surfaces en herbe.

Zoom sur les systèmes tout herbe

Particulièrement dépendant des achats d'aliments, les éleveurs des systèmes tout herbe sont sensibles à la hausse des prix des aliments achetés. Relativement réactifs, ils ont d'abord fait jouer les leviers de la conduite alimentaire des animaux et l'augmentation des surfaces récoltées par des fauches supplémentaires (enrubannage par exemple). Limités par le potentiel de leurs surfaces, seulement 15% d'entre eux envisagent de mettre en cultures une partie de leurs prairies.



Mise en place
dès 2007-2008

Mise en place
dans les 5 ans à venir

	Mise en place dès 2007-2008	Mise en place dans les 5 ans à venir
Augmentation des surfaces à stocks fourragers (enrubannage)	22 %	31%
Augmentation de la fertilisation des prairies fauchées	8%	13%
Diminution de la complémentation des broutards	31%	37%
Diminution de la complémentation des génisses de renouvellement	24%	25%
Diminution de la complémentation des vaches allaitantes	15%	16%

Des stratégies d'optimisation plus que d'évolution de système

En 2007 et 2008, la hausse du coût alimentaire en élevage n'a pas été le seul poste de charges en augmentation. C'est pourquoi les éleveurs de viande bovine apparaissent plus sensibles à la maîtrise de l'ensemble des coûts.

Ils envisagent donc d'améliorer l'autonomie de leur système mais aussi de s'engager sur des pratiques plus économes.

Il s'agit par exemple de repenser les pratiques de fertilisation (utilisation mieux raisonnée des fertilisants, valorisation du fumier, compostage...), de repenser aussi la maîtrise technique des itinéraires de production et du sanitaire.

Plus généralement, les éleveurs réfléchissent à l'adaptation de la période de vêlage au potentiel fourrager et aux ressources en herbe pour plus de cohérence avec le milieu, ce qui passe par une meilleure maîtrise de la reproduction.

L'envolée des prix de la paille dans certaines régions relance aussi la question de la dépendance à la paille et donc des modes de gestions des déjections dans les bâtiments. Et plus généralement, toutes les astuces pour réduire les coûts d'approvisionnement sont réfléchies : l'achat groupé d'intrants, l'utilisation de surfaces extensives non exploitées (parcours, sous-bois, landes...), la production d'énergie (biométhanisation...).

L'espoir que le marché permettra de compenser la hausse des charges

Après plusieurs années de conjoncture assez favorable, les éleveurs de bovins viande sont confrontés à un nouveau contexte de production qui les incite à une plus grande maîtrise des charges. La plupart des éleveurs espèrent que les prix de la viande bovine compenseront au moins en partie et certains étudient aussi la possibilité d'augmenter les produits et de rechercher les meilleures valeurs ajoutées.

Même si la retombée des cours, à moins de 40\$ le baril de pétrole et à moins de 105 € la tonne d'orge et 140 € celle de blé, accrédite la prudence des éleveurs face aux aléas économiques, le travail est à poursuivre pour leur proposer des solutions d'amélioration de la compétitivité de leur système.



Animateurs régionaux du dispositif Réseaux d'élevage bovins viande

● Réseau Nord-Pas-de-Calais, Picardie,
Réseau Basse-Normandie, Haute-Normandie
Denis Reynaud
Institut de l'Élevage
Chambre Régionale d'Agriculture
19 bis rue A. Dumas – 80096 Amiens Cedex 3
Tél : 03 22 33 64 72 - Fax : 03 22 33 69 38
Mel : denis.reynaud@inst-elevage.asso.fr

● Réseau Alsace, Champagne-Ardenne & Lorraine
Laurence Echevarria
Institut de l'Élevage
9 rue de la Vologne – 54520 Laxou
Tél : 03 83 93 39 16 - Fax : 03 83 93 39 11
Mel : laurence.echevarria@inst-elevage.asso.fr

● Réseau Rhône-Alpes, PACA
Michel Vaucoret
Institut de l'Élevage
23 rue Jean Baldassini – 69364 Lyon Cedex 07
Tél : 04 72 72 49 98 - Fax : 04 72 72 49 92
Mel : michel.vaucoret@inst-elevage.asso.fr

● Réseau Auvergne & Lozère
Julien Belvèze
Institut de l'Élevage
BP 42118 – 31321 Castanet-Tolosan Cedex
Tél : 05 61 75 44 34 - Fax : 05 61 73 85 91
Mel : julien.belveze@inst-elevage.asso.fr

● Réseau Charolais
Jean-Paul Bellamy
Institut de l'Élevage
2 ter rue du Ravelin - 58000 Nevers
Tél : 03 86 36 36 16 - Fax : 03 86 21 56 59
Mel : jean-paul.bellamy@inst-elevage.asso.fr

● Réseau Limousin
Sylvie Brouard
Institut de l'Élevage
Maison Régionale de l'Agriculture du Limousin
Boulevard des Arcades - 87060 Limoges Cedex 02
Tél : 05 55 42 61 49 - Fax : 05 55 42 60 95
Mel : sylvie.brouard@inst-elevage.asso.fr

● Réseau Bretagne
Patrick Sarzeaud
Institut de l'Élevage
Maison de l'Agriculture – Technopôle Atalante
Rond Point Le Lannou – 35042 Rennes Cedex
Tél : 02 23 48 29 20 - Fax : 02 23 48 29 21
Mel : patrick.sarzeaud@inst-elevage.asso.fr

● Réseau Pays de la Loire & Deux-Sèvres
Patrick Sarzeaud
Institut de l'Élevage
Maison de l'Agriculture – Technopôle Atalante
Rond Point Le Lannou – 35042 Rennes Cedex
Tél : 02 23 48 29 20 - Fax : 02 23 48 29 21
Mel : patrick.sarzeaud@inst-elevage.asso.fr

● Réseau Midi-Pyrénées & Languedoc-Roussillon
Julien Belvèze
Institut de l'Élevage
BP 42118 – 31321 Castanet-Tolosan Cedex
Tél : 05 61 75 44 34 - Fax : 05 61 73 85 91
Mel : julien.belveze@inst-elevage.asso.fr

● Réseau Aquitaine
Marion Kentzel
Institut de l'Élevage
BP 42118 – 31321 Castanet-Tolosan Cedex
Tél : 05 61 75 44 30 - Fax : 05 61 73 85 91
Mel : marion.kentzel@inst-elevage.asso.fr

Coordination nationale**Coordination Filière Bovins Viande**

Frédéric Bécherel
Institut de l'Élevage
Maison Régionale de l'Agriculture du Limousin
Boulevard des Arcades
87060 Limoges Cedex 02
Tél : 05 55 42 60 93
Fax : 05 55 42 60 95
Mel : frederic.becherel@inst-elevage.asso.fr

Département Actions Régionales

Yves Madeline (responsable)
Didier Rivot (secrétariat technique)
Institut de l'Élevage
149 rue de Bercy
75595 Paris cédex 12
Tél : 01 40 04 52 21
Fax : 01 40 04 49 60
Mel : yves.madeline@inst-elevage.asso.fr
Mel : didier.rivot@inst-elevage.asso.fr

Cellule Méthodes et Outils

Thierry Charroin
Institut de l'Élevage
Chambre d'Agriculture
BP 50 - 42272 St Priest en Jarez
Tél : 04 77 92 12 31
Fax : 04 77 92 12 70
Mel : thierry.charroin@inst-elevage.asso.fr

HAUSSE DU COÛT DES ALIMENTS DANS LES ELEVAGES BOVINS VIANDE

IMPACT ET STRATEGIES ENVISAGEES EN 2008 PAR LES ELEVEURS DES RESEAUX D'ELEVAGE

Le dispositif rénové des Réseaux d'Élevage réalise une enquête complémentaire annuelle dont le thème est défini en concertation avec les équipes régionales et les instances nationales. Lors du choix du sujet de l'enquête 2008, les cours des céréales et des autres matières premières nécessaires au fonctionnement des exploitations bovins viande étaient au plus haut et tous s'interrogeaient, à juste titre, sur les possibilités d'adaptation des élevages dans un contexte économique aussi défavorable. Le choix pour cette première enquête s'est donc naturellement porté sur le thème des adaptations des élevages bovins viande face à la hausse du prix des céréales et des aliments et sur les stratégies mises en place à court et moyen terme.

Le questionnaire a été élaboré dans l'objectif de susciter la réflexion des éleveurs sur leurs possibilités d'adaptation, de favoriser un échange technique avec l'enquêteur et enfin d'identifier les évolutions envisagées par les éleveurs pour anticiper leurs besoins d'accompagnement technique.

Ce sont essentiellement les résultats de ce dernier point qui sont présentés dans ce document. Si dans certains cas, les possibilités d'adaptation envisagées par les éleveurs passent par des modifications structurelles (agrandissement, équilibre des productions), beaucoup considèrent pouvoir intervenir sur les coûts de production de l'atelier bovins viande et un certain nombre ont même déjà mis en place des solutions dès la campagne 2007-2008.

Dans un environnement instable, c'est la recherche de l'autonomie qui ressort comme le moteur principal à toute réflexion, autonomie qui ne se limite pas aux céréales mais se raisonne sur l'ensemble des composantes du système de production de l'atelier : meilleure valorisation de l'herbe, optimisation et sécurisation du système fourrager, recherche de nouvelles cultures pour faire face aux besoins énergétiques du troupeau, conduite alimentaire plus économe, taille d'atelier et productions adaptées aux potentialités des surfaces.

LES PARTENAIRES FINANCEURS

L'Office de l'Élevage et le Ministère de l'Agriculture (CasDAR)

Le suivi et la valorisation annuelle des données de l'échantillon national des exploitations suivies par les Réseaux (Socle national) sont cofinancés par l'Office de l'Élevage dans le cadre du soutien aux filières pour l'amélioration des conditions de production, et par le Ministère de l'Agriculture (CasDAR) dans le cadre du PNDAR 2009-2013.



OFFICE DE L'ELEVAGE



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA PÊCHE

avec la contribution financière du
compte d'affectation spéciale
"Développement agricole et rural"

LES RÉSEAUX D'ÉLEVAGE POUR LE CONSEIL ET LA PROSPECTIVE (RECP)



RESEAUX
D'ELEVAGE



CHAMBRES
D'AGRICULTURE



INSTITUT DE L'ELEVAGE

Issu d'un partenariat associant l'Institut de l'Élevage, les Chambres d'agriculture et des éleveurs volontaires, le dispositif des RECP repose sur le suivi d'un échantillon d'environ 2000 exploitations qui couvrent la diversité des systèmes de production d'élevage bovin, ovin et caprin français. Il constitue un observatoire de la durabilité et de l'évolution des exploitations d'élevages.

Ce dispositif permet également de simuler les conséquences de divers changements (contexte économique, réglementations, modes de conduite) sur l'équilibre des exploitations. Ses nombreuses productions, sous forme de références ou d'outils de diagnostic, alimentent des actions de conseil et de transfert vers les éleveurs et leurs conseillers.